

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COUGNON DISTILLATION

1A RUE DE LA PETITE CHAMPAGNE
17520 SAINT-MARTIAL-SUR-NÉ

Références : 2026 91 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0007208012

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement COUGNON DISTILLATION implanté 1A RUE DE LA PETITE CHAMPAGNE 17520 SAINT-MARTIAL-SUR-NE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COUGNON DISTILLATION
- 1A RUE DE LA PETITE CHAMPAGNE 17520 SAINT-MARTIAL-SUR-NE
- Code AIOT : 0007208012
- Régime : Enregistrement

Par arrêté préfectoral d'enregistrement du 17 décembre 2019, la société COUGNON DISTILLATION a été autorisée à créer un nouvel établissement de production d'eau-de-vie sur des terrains vierges de toutes constructions situés au 1A rue de La Petite Champagne à St-Martial-sur-Né, sur les parcelles suivantes : section B n°631 - 374 - 675 - 879 - 939 - 940 - 944 et 946.

Ce projet devait être composé des installations classées suivantes :

- une distillerie de 4 alambics de 25 hl (rubrique 2250, régime E) ;
- une cuverie à vins d'une capacité de 7 200 hl (rubrique 2251, régime D) ;
- un chai de distillation d'un capacité de 144 m³ (rubrique 4755, régime DC).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Caducité de l'arrêté d'enregistrement	Code de l'environnement, article R. 512-74 - I.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de constater que le projet enregistré par arrêté préfectoral du 17/12/2019 n'a pas été réalisé et qu'aucun des travaux d'aménagements prévus n'a été commencé. Les terrains sont libres de toute construction ou aménagement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caducité de l'arrêté d'enregistrement

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-74 - I.
Thème(s) : Situation administrative, Caducité
Prescription contrôlée : L'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans. (...)
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé son projet de distillerie pour des raisons économiques. Les terrains sont vierges de toute construction.
Type de suites proposées : Sans suite